

COMMUNE DE SAINT-GILLES / GEMEENTE SINT-GILLIS

CONSEIL COMMUNAL DU 9 MAI 2019 / GEMEENTERAAD VAN 9 MEI 2019

QUESTIONS / VRAGEN :

1. Question orale de **Monsieur Francesco Iammarino**, Conseiller communal, relative à l'installation de conteneurs de récupération d'huiles et de graisses alimentaires sur le territoire de la commune de Saint-Gilles ;

Mondelinge vraag van de Heer Francesco Iammarino, Gemeenteraadslid, met betrekking tot de installatie van containers voor het collecteren van olieën en voedervetten op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis;

2. Mondelinge vraag van de Heer Marc Naether, Gemeenteraadslid, met betrekking tot de reglementering van wedkantoren en gokmachines in Sint-Gillis;

Question orale de **Monsieur Marc Naether**, Conseiller communal, relative à la réglementation des agences de paris et des machines à sous à Saint-Gilles ;

3. Question orale de **Monsieur Loïc Fraiture**, Conseiller communal, relative à la grève du 25 avril 2019 ;

Mondelinge vraag van de Heer Loïc Fraiture, Gemeenteraadslid, met betrekking tot de staking van 25 april 2019:

4. Question orale de **Monsieur Marc Naether**, Conseiller communal, relative à l'absence de budget communal ;

Mondelinge vraag van de Heer Marc Naether, Gemeenteraadslid, met betrekking tot het gebrek aan een gemeentelijke begroting;

5. Mondelinge vraag van de Mevrouw Suzanne Ryvers, Gemeenteraadslid, met betrekking tot de graffiti en tags;

Question orale de **Madame Suzanne Ryvers**, Conseillère communale, concernant les graffitis et les tags.

1. Question orale de Monsieur Francesco Iammarino, Conseiller communal, relative à l'installation de conteneurs de récupération d'huiles et de graisses alimentaires sur le territoire de la commune de Saint-Gilles :

En Belgique, 55% des huiles et graisses alimentaires des ménages ne sont pas recyclées. Elles finissent dans les égouts, dans les sanitaires ou sont déposées dans les rues comme dépôts clandestins.

Ces résidus versés dans les canalisations ont de nombreux impacts négatifs : elles se figent et obstruent les canalisations et compliquent l'épuration de l'eau.

De plus, les huiles et graisses alimentaires sont des déchets valorisables. Augmenter leur taux de recyclage permet donc de diminuer les gaspillages de ressources et d'encourager le développement d'une économie circulaire.

Actuellement, si les Saint-Gillois veulent valoriser ces huiles et graisses alimentaires, ils doivent se rendre à une déchetterie régionale, ou à un point de collecte Proxy Chimik, ce qui peut se révéler compliqué et décourageant pour beaucoup d'entre eux.

Afin d'offrir une alternative plus aisée à ses habitants, la Ville de Bruxelles et les communes de Jette, d'Etterbeek, d'Uccle, de Watermael-Boitsfort et plus récemment de Schaerbeek ont encouragé sur leur territoire l'installation d'Oliobox, c'est-à-dire des conteneurs en plein air de récolte d'huiles et de graisses alimentaires, sur le modèle des bulles à verres, à côté desquelles ces oliobox sont d'ailleurs généralement installées.

L'installation des conteneurs, leur maintenance et leur vidange ne coûtent rien aux finances communales puisque pris totalement en charge par la firme qui propose ce service, qui de plus paie une redevance à la commune en fonction des quantités collectées.

Le bilan posé par les différentes communes ayant testé ce dispositif est pour l'instant très positif puisque chaque mois des milliers de kilos d'huiles sont collectées (1000 kg/mois rien que pour la Ville de Bruxelles) et ne sont donc pas déversées dans les canalisations ou déposés illégalement dans les rues.

De plus, comme ces conteneurs ont été installés aux abords des bulles à verres, leur arrivée n'a pas été source de nouvelles nuisances en matière de propreté publique, bien au contraire puisque là où les dépôts d'huiles étaient importants, les autorités communales ont pu constater leur diminution.

En tenant compte de ces différents éléments madame l'Échevine, voici donc mes questions : Est-ce que les services de la propreté de Saint-Gilles ont connaissance de ce dispositif ? Si oui ont-ils étudié la possibilité de l'installer à Saint-Gilles ?

Si vos services n'ont pas encore étudié cette option, pensez-vous leur demander d'envisager la question et de soutenir l'installation de ces olioboxs ?

Je vous remercie d'avance, Madame l'échevine, pour l'intérêt que vous porterez à ma question,
Cordialement,

Francesco Iammarino,
Conseiller communal

2. Mondelinge vraag van de Heer Marc Naether, Gemeenteraadslid, met betrekking tot de reglementering van wedkantoren en gokmachines in Sint-Gillis:

Op 5 april 2019 is in het federaal parlement een wet goedgekeurd die gemeenten toelaat om cafés met gokautomaten strenger te controleren. Gemeentes krijgen vooraan zeggenschap over de toekenning van de vergunning voor automatische machines, en de burgemeester krijgt uitgebreide bevoegdheden in geval van overtredingen van de wet.

Bovendien vereist de nieuwe wet nu ook voor de wedkantoren, naar het voorbeeld van de speelhallen, een convenant met de gemeenten waarin overeenstemming bereikt is over minstens de vestigingsplaats en de openings-en sluitingsuren. Wedkantoren mogen voortaan ook niet meer gevestigd worden in de nabijheid van plaatsen waar minderjarigen komen, tenzij de gemeente hiervan wenst af te wijken.

Daarom vragen wij het College:

- Welke strategie heeft het College om wedkantoren, automatische gokmachines en gokreclame in Sint-Gillis te reguleren en te controleren?
- Op welke manier zal het College de nieuwe bevoegdheden en mogelijkheden van deze nieuwe wet uitoefenen?

3. Question orale de Monsieur Loïc Fraiture, Conseiller communal, relative à la grève du 25 avril 2019 :

Cher.es Echevin.es et Bourgmestre,

Jeudi 25 avril, les travailleurs de la commune étaient en grève dans le cadre de leur campagne régionale « Stop au bas salaires ». En effet, les salaires des travailleurs communaux bruxellois sont, pour la plupart des barèmes, moins élevés que ceux dans les autres régions, a fortiori pour les barèmes les plus bas où la différence est d'environ 15%.

Les travailleurs de la CGSP ALR étaient donc à nouveau mobilisés ce jeudi. Dont beaucoup de puéricultrices pour qui les conditions sont particulièrement précaires : aucune d'entre elles n'est statutarisée. La situation des balayeurs est également très critique : plus de la moitié est notamment sous statut précaire article 60. Des conditions telles qu'il est très facile de mettre ces travailleurs sous pression et de casser tout mouvement social.

Un piquet filtrant a été organisé devant le service propreté pour sensibiliser les travailleurs du service à la campagne syndicale et pour les encourager à ne pas sortir travailler. Nous étions présents et avons été témoins de pressions très fortes exercées par certains membres de la hiérarchie pour pousser les travailleurs à forcer le piquet, à briser la solidarité et à sortir travailler, malgré l'action de grève et le préavis. Ces personnes de la hiérarchie contestaient clairement le droit des travailleurs de se mettre en grève.

- Est-ce que le Collège compte agir pour informer la hiérarchie des dispositions légales concernant le droit de grève ?
- Est-ce que, si jamais les travailleurs décident de mener de nouvelles actions lors de la journée nationale d'actions pour l'augmentation des salaires du 14 mai prochain, vous donnerez des consignes pour que le droit de grève soit respecté ?
- Est-ce que, lors de la réunion du Collège qui se tenait le même jour, des réponses plus concrètes aux demandes des travailleurs ont pu être dégagées ? Comment vos positions évoluent-elles ?

4. Question orale de Monsieur Marc Naether, Conseiller communal, relative à l'absence de budget communal :

Nous constatons que la Commune de Saint-Gilles ne dispose pas encore d'un budget pour l'année 2019. Pourtant, un budget est indispensable pour la bonne gestion et gouvernance de la commune. Pour cette raison, il est habituellement voté en décembre de l'année précédente, ou en tout cas en début de l'année même. Le système des douzièmes provisoires permet de continuer le fonctionnement de base de l'administration, mais ne permet pas de planifier, ni de lancer de nouvelles initiatives. Considérant les délais légaux applicables pour l'entrée en vigueur des budgets communaux, Saint-Gilles n'aura pas eu de budget pour plus que la moitié de l'année 2019, ce qui risque de porter atteinte à la bonne gestion de la commune. Pour cette raison, nous demandons au Collège :

- Pour quelle(s) raison(s) le Collège n'a-t-il pas encore proposé un budget au Conseil Communal ?
- Quand est-ce que le vote sur le budget et le plan triennal est prévu par le Collège ?
- Quel est l'état des travaux préparatoires et des discussions préparatoires avec la tutelle concernant le budget 2019 et le plan triennal ?
- Quels problèmes sont déjà apparus dans la gestion financière à cause de l'application prolongée du système des douzièmes provisoires ?
- Est-ce que le budget 2019 pourra, selon les prévisions du Collège, être correctement exécuté, vu le peu de temps qui restera après son approbation pour son exécution ?

5. Mondelinge vraag van de Mevrouw Suzanne Ryvers, Gemeenteraadslid, met betrekking tot de graffiti en tags:

De laatste maanden zien we steeds meer graffiti of tags verschijnen in het straatbeeld van onze gemeente. Jammer genoeg kunnen we hier niet van street art spreken, daar zou ik net graag wat meer van zien in Sint-Gillis. De tags geven een indruk van laissez-faire, zelfs van een verloederde vuile stad, en dat terwijl de gemeente zich elke dag inzet om de straten proper te houden en de groene ruimten te onderhouden. Om de taggers te ontmoedigen lijkt het me een goed idee dat de tags zo snel mogelijk verwijderd worden.

We weten dat vuil op straat en graffiti het gevoel van onveiligheid vergroten. Als we willen dat meer mensen meer gelijkwaardig gebruik maken van de openbare ruimte, dan moeten de straten, pleinen en parken ook uitnodigend zijn. De tags hebben hier een negatief effect op. Daarnaast zitten de bewoners met kosten om hun gevel opnieuw te reinigen.

- Wat kan de gemeente concreet doen wanneer een inwoner nieuwe tags meldt? Moet een tag gemeld worden of treedt de gemeente ook op na eigen vaststellingen?
- Is er een team binnen de gemeentelijke administratie die dit opvolgt, zoals de taskforce in de Stad Brussel bijvoorbeeld? Hoeveel personen worden hierop ingezet en met welk budget?
- Zijn er cijfers beschikbaar van het aantal geconstateerde tags de laatste maanden en jaren? Worden er bepaalde wijken geïdentificeerd?
- Wat zijn de plannen van de gemeente om hier preventief aan te werken?

Bedankt voor uw antwoorden,

Suzanne Ryvers – Ecolo-Groen